



Enquête de justice sociale et climatique

Le droit à la santé en crise

 RADIO-CANADA

De l'ouest à l'est de Montréal, l'espérance de vie raccourcit de 9 ans



FÉVRIER 2016

1

2

leSoleil

La santé au cœur de la transition



SEPTEMBRE 2020

leSoleil

La pollution liée aux énergies fossiles responsable d'un décès sur cinq



FÉVRIER 2021

3

Les indices

Selon l'Organisation mondiale de la Santé, « la crise climatique représente la plus grande menace à la santé du 21e siècle. Elle contribue aux inégalités croissantes, aggravant les maladies chroniques et les problèmes de santé mentale, largement associés à notre mode de vie. Devant ces imposants défis, la transition écologique doit devenir un réel projet de société ».

Des dérèglements climatiques qui menacent notre santé

Les inégalités de revenus affectent directement notre capacité à faire face à la crise environnementale. À cela s'ajoutent les inégalités fondées sur le genre, l'appartenance ethno-culturelle, la santé physique et mentale, le pays d'origine, etc. Ces inégalités entraînent des conditions de vie plus difficiles pour des personnes vivant déjà dans la précarité, qui peuvent altérer la qualité de leur santé. Elles sont donc plus vulnérables aux dérèglements climatiques : vagues de chaleur, pollution, stress grandissant et nouvelles maladies. Les dérèglements climatiques sont un danger pour toute la population: la pollution de l'air a causé 6,7 millions de morts dans le monde en 2019, dont 500 000 nouveaux-nés.

Pour un réseau de santé robuste et résilient

Les inégalités en termes de santé menacent la durabilité du système de santé et des services sociaux, mais aussi le développement socio-économique viable de la société. C'est pourquoi la santé publique doit jouer un rôle fondamental pour assurer la justice sociale et le bien-être de toutes et tous. Rappelons-nous qu'il n'y pas de vaccin, ni de médicaments contre l'urgence climatique.

En quête... de justice sociale et climatique!



- Exiger des gouvernements de s'engager à ce que le système de soins de santé et de services sociaux soit résilient aux chocs climatiques;
- Revendiquer un réseau de santé et services sociaux universel, public, robuste, décentralisé, géré démocratiquement, accessible et doté d'une première ligne interdisciplinaire proactive et préventive;
- Entreprendre des actions pour respecter les recommandations du GIEC telles que protéger la biodiversité et limiter la hausse de température dans une perspective de justice sociale.



Enquête de justice sociale et climatique

Le droit à la sécurité alimentaire en crise

l'aurore boréale

Situation criante au Canada — À quand la fin du gaspillage alimentaire?



FÉVRIER 2019

1

HUFFPOST

Votre épicerie vous coûtera plus cher en 2021



DÉCEMBRE 2020

2

RADIO-CANADA

La sécheresse menace les récoltes au Québec



3

JUILLET 2018

Les indices

Selon une enquête de 2020, un ménage canadien sur 7 aurait manqué de nourriture au cours du dernier mois. Depuis 2017, ce seraient plus de 512 000 ménages qui souffriraient d'une telle situation d'insécurité alimentaire. Pourtant, on ne manque pas de «bouffe»! Chaque année, au Canada, le gaspillage alimentaire représente 31 milliards de dollars. De la production à la table, en passant par l'épicerie, c'est plus de 40% de la nourriture produite qui est gaspillée.

Un fort impact environnemental

Et à travers tout ce processus, des tonnes et des tonnes de gaz à effets de serre sont relâchées chaque année dans l'air, sans parler de la contamination de nombreux cours d'eau et de nombreuses terres fertiles. Il n'est pas normal qu'une ressource aussi nécessaire et naturelle que la nourriture soit aussi mal distribuée et crée tant de pollution.

Des aliments de plus en plus dispendieux

Avec la hausse des catastrophes naturelles et le déséquilibre dans la chaîne alimentaire, le panier d'épicerie coûtera de plus en plus cher. En 2021, on estime qu'il coûtera en moyenne 695\$ de plus pour une famille, contrairement à l'année précédente. Le modèle agricole actuel, qui laisse les grandes industries polluantes aux commandes, nuit à la qualité et l'accès à une alimentation saine pour toutes et tous. Nous avons besoin d'un modèle d'agriculture soutenue par la communauté, qui favorise les petites productions et qui redonne du pouvoir aux populations dans l'accès aux aliments. La crise environnementale creuse les inégalités quant à l'accès à l'alimentation. À cela s'ajoutent les inégalités fondées sur le revenu, l'appartenance ethno-culturelle, le genre, la santé physique et mentale, le pays d'origine, etc.

En quête...

de justice sociale et climatique!

- Mener des actions contre le gaspillage alimentaire et ce de la production à la consommation;
- Sortir du modèle d'agriculture industrielle, valoriser une agriculture de proximité et durable afin d'atteindre une souveraineté alimentaire;
- Entreprendre des actions pour respecter les recommandations du GIEC telles que protéger la biodiversité et limiter la hausse de température dans une perspective de justice sociale.



MEPACQ



Enquête de justice sociale et climatique

Les droits des personnes racisées en crise

RADIO-CANADA

COVID-19: quartiers pauvres et racialement diversifiés de Montréal plus touchés



JUIN 2020

1

NATIONAL OBSERVER

Le Canada a, lui aussi, un problème de racisme environnemental



JUILLET 2020

2

Reporterre
le quotidien de l'écologie

Aux États-Unis, la lutte contre le « racisme environnemental » est de plus en plus vive



JUIN 2020

3

Les indices

Le racisme systémique et les discriminations que subissent les personnes racisées font en sorte qu'elles se retrouvent plus souvent en situation de pauvreté, aux prises avec des problèmes de santé, en situation d'exclusion, au premier plan des risques environnementaux.

Industries polluantes aux abords des quartiers populaires

Par exemple, en milieu urbain, 25 % des quartiers les plus démunis sur le plan socioéconomique se trouvent à moins d'un kilomètre d'un important complexe industriel polluant, comparativement à 7 % des quartiers les plus aisés. Cela compromet la qualité de l'air et de l'eau ainsi que la santé de la population de ce quartier.

Surmortalité parmi les personnes racisées

Les pandémies sont des conséquences de la dégradation de l'environnement, et illustrent aussi les injustices raciales. Par exemple, des études ont montré que les minorités afro-américaines ou asiatiques ont jusqu'à 4 fois plus de risque de mourir de la Covid-19 que la population blanche. Les causes: le surpeuplement des logements, des emplois plus à risques et mal payés, l'accès limité des soins de santé, des préjugés dans la prestation des soins, etc. Aux inégalités raciales s'ajoutent les inégalités fondées sur le genre, le revenu, la santé physique et mentale, etc.

La dénonciation de ce racisme environnemental trouve de plus en plus d'écho au sein des mouvements sociaux afro-américains. La justice climatique doit passer par la justice raciale!



En quête...

de justice sociale et climatique!

- Reconnaître et lutter contre le racisme sous toutes ses formes;
- Intégrer une perspective antiraciste dans la lutte et l'adaptation à la crise environnementale;
- Entreprendre des actions pour respecter les recommandations du GIEC telles que protéger la biodiversité et limiter la hausse de température dans une perspective de justice sociale.

mepacq



Enquête de justice sociale et climatique

Les droits des peuples autochtones en crise

LA PRESSE

Un village inuit au bord du gouffre



SEPTEMBRE 2019

1

CONTREPOINTS

Nouveau blocage ferroviaire contre GNL au Nitassinan

Collectif des Premiers Peuples Défenseurs des Terres Ancestrales



NOVEMBRE 2020

2



Les autochtones sont plus souvent arrêtés et victimes de violence lorsqu'ils protègent le territoire, selon des chercheurs



JUILLET 2020

3

Les indices

Le territoire que l'on nomme Québec compte de nombreux peuples autochtones qui se répartissent dans une multitude de communautés aux réalités diverses. Ces communautés, qui subissent déjà durement les effets du racisme et du colonialisme, sont parmi les plus touchées par les impacts des changements climatiques.

Modes de vie traditionnels bouleversés

Elles observent des phénomènes jamais vus qui perturbent profondément leurs modes de vie traditionnels : des villages du grand nord sont menacés, la chasse et la pêche sont affectées, certaines plantes sont plus difficiles à trouver, etc.

Les communautés autochtones et les défenseurs et défenderesses du territoire sonnent l'alarme depuis longtemps déjà quant à l'urgence climatique. Trop souvent, les gouvernements privilégient l'accès rapide "aux ressources" pour les grandes compagnies plutôt que de protéger l'environnement, le vivant et les droits fondamentaux des communautés autochtones. Un déni des droits qui peut s'entrecroiser avec d'autres inégalités fondées sur le genre, le revenu, la santé physique et mentale, etc.

Résistance et répression

Les populations qui résistent et défendent le territoire font face à une forte répression: arrestations, violences policières, emprisonnements. Ces luttes sont pourtant essentielles pour protéger notre planète et le droit de vivre dans un environnement sain.

En quête... de justice sociale et climatique!

- La reconnaissance et la lutte contre le racisme et le colonialisme sous toutes ses formes;
- Le respect des droits humains énoncés dans la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, notamment le droit à l'autodétermination;
- Entreprendre des actions pour respecter les recommandations du GIEC telles que protéger la biodiversité et limiter la hausse de température dans une perspective de justice sociale.



mepacq



Enquête de justice sociale et climatique

Le droit à revenu décent en crise

SCIENCES
'AVENIR

100 entreprises responsables de plus de 70 % des émissions mondiales de carbone



JUILLET 2017

1

Majeur

Les riches polluent, les pauvres et les jeunes paient la note



SEPTEMBRE 2020

2

LE JOURNAL DE QUÉBEC

La marche pour le climat aux quatre coins de la planète



SEPTEMBRE 2019

3

Les indices

Si les gouvernements ne se mobilisent pas davantage pour résoudre la crise environnementale, les prochaines grandes menaces pour l'humanité seront les dérèglements climatiques et la perte de la biodiversité. Cela va bouleverser la vie telle que nous la connaissons et fragiliser nos acquis en termes de droits, de libertés et d'égalité...

Les plus riches polluent et s'adaptent

Mais les conséquences ne sont pas les mêmes pour tout le monde. En effet, les personnes à la tête des entreprises responsables de la dégradation de notre environnement sont celles qui ont le plus de ressources financières et matérielles. Elles pourront plus facilement s'adapter aux conséquences de la crise environnementale.

Le reste du monde s'appauvrit

Au Québec, comme partout sur la planète, une minorité de riches pollue massivement alors que la majorité voit ses conditions de vie se dégrader et se précariser, ce qui rend encore plus difficile d'avoir des comportements écoresponsables.

Les inégalités de revenus affectent directement notre capacité à faire face à la crise environnementale. À cela s'ajoutent les inégalités fondées sur le genre, l'appartenance ethno-culturelle, la santé physique et mentale, le pays d'origine, etc.

En quête...

de justice sociale et climatique!

- Renforcer le filet social;
- Réduire les inégalités économiques en assurant l'accès à un revenu décent pour toutes et tous;
- Entreprendre des actions pour respecter les recommandations du GIEC telles que protéger la biodiversité et limiter la hausse de température dans une perspective de justice sociale.

mepacq





Enquête de justice sociale et climatique

Les droits des personnes migrantes en crise

LE DEVOIR

7 pays responsables de 60% du réchauffement climatique



JANVIER 2014

1

LA PRESSE

Le Canada, l'un des plus gros producteurs de déchets de la planète



JUILLET 2019

2

RADIO-CANADA

Fuir ou résister : sur la ligne de front des changements climatiques



JUIN 2019

3

Les indices

D'ici 2050, 200 millions de personnes migreront en raison des bouleversements climatiques. En 2018, plus de 16 millions de personnes ont été forcées de migrer à cause d'événements extrêmes liés au climat.

Un parcours migratoire dangereux

Le parcours des personnes migrantes est parsemé de dangers : violences, maladies, insécurité alimentaire, camps de réfugiés rudimentaires. Et même une fois arrivées dans un pays d'accueil, elles sont confrontées à des politiques migratoires restrictives et injustes, aux préjugés de la société, au racisme et à la peur de l'étranger. À cela s'ajoutent les inégalités fondées sur le genre, le revenu, la santé physique et mentale, etc.

La dette écologique des pays riches

Pourtant, les pays les plus riches de la planète sont les principaux responsables de la crise environnementale et des inégalités Nord-Sud. Via les multinationales, ils continuent à piller les ressources naturelles des pays du Sud, en plus de s'en servir comme grands dépotoirs de nos déchets. Ces rapports coloniaux nuisent à la capacité d'adaptation et de résilience des communautés. Pourtant, ce sont les populations de ces pays qui contribuent le moins au dérèglement climatique car elles émettent peu de gaz à effet de serre.

C'est pourquoi les mesures environnementales doivent tenir compte de cette dette écologique envers les pays du Sud et respecter les droits humains des migrantes et migrants.



En quête... de justice sociale et climatique!

- Reconnaître et respecter les droits humains des personnes migrantes;
- Arrêter l'ingérence des compagnies étrangères dans les pays du Sud et assumer notre part de responsabilité dans la dette écologique;
- Entreprendre des actions pour respecter les recommandations du GIEC telles que protéger la biodiversité et limiter la hausse de température dans une perspective de justice sociale.

MEPACQ



Enquête de justice sociale et climatique

Le droit au logement en crise

LE JOURNAL DE MONTRÉAL

Rigaud: il achète une barrière de 43 000 \$ pour protéger sa maison des inondations



AVRIL 2019

1

leDroit

Sinistrés de la tornade: Le manque de logements abordables complique les choses à Gatineau



OCTOBRE 2018

2

RADIO-CANADA

Des centaines de résidences ont été isolées en raison des inondations en Gaspésie



DÉCEMBRE 2020

3

Les indices

En 20 ans, le nombre de catastrophes naturelles a doublé, obligeant les gens à choisir entre déménager vers des milieux plus sécuritaires ou dépenser des sommes faramineuses pour adapter leur maison, ce qui diminue de façon importante l'offre de logements, déjà trop mince. On connaît l'impact de la rareté des logements disponibles et sécuritaires: les prix augmentent de façon insensée et la population n'arrive plus à se loger convenablement à prix raisonnable.

Logements pas chers en zone inondable

Par exemple, la situation fut particulièrement critique en 2019, lors des inondations à Sainte-Marie en Beauce. Les logements situés dans les zones inondables permettaient à plusieurs personnes de se loger à faible coût. Incapables de se trouver un logement abordable, des personnes sinistrées se sont retrouvées à vivre dans des maisons sans isolation ni électricité, ou carrément en situation d'itinérance.

Crise du logement qui continuera à s'accroître

Mais quelle est la principale cause de cette augmentation des catastrophes naturelles qui apporte tant de problèmes? Les bouleversements climatiques! Si on ne s'attaque pas à ce phénomène tout de suite, on peut s'attendre à une augmentation sans précédent des catastrophes naturelles et à une pénurie de logements plus désastreuse que jamais.

La crise environnementale creuse les inégalités quant à l'accès au logement. À cela s'ajoutent les inégalités fondées sur le revenu, l'appartenance ethno-culturelle, le genre, la santé physique et mentale, le pays d'origine, etc.



En quête... de justice sociale et climatique!

- Construire davantage de logements sociaux situés dans un environnement sain et sécuritaire;
- Assurer l'accès à des logements abordables grâce à un contrôle du prix des loyers, afin d'éliminer les abus;
- Entreprendre des actions pour respecter les recommandations du GIEC telles que protéger la biodiversité et limiter la hausse de température dans une perspective de justice sociale.

mepacq



Enquête de justice sociale et climatique

Les droits des femmes en crise

LE DEVOIR

Les femmes sont les premières victimes des changements climatiques



DÉCEMBRE 2017

1



Les femmes sont plus décidées que les hommes à agir contre la crise climatique

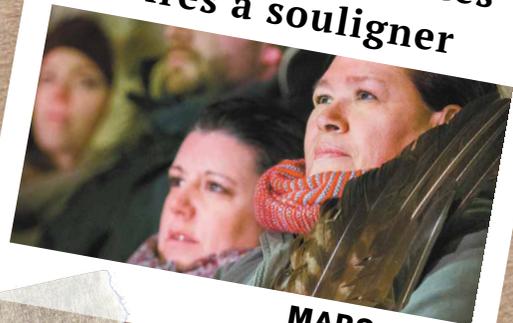


MARS 2020

2

LE DEVOIR

**Femmes autochtones du Québec
De grandes luttes, des victoires à souligner**



MARS 2020

3

Les indices

En temps de crise, qu'elle soit économique, sanitaire ou sociale, les droits des femmes sont particulièrement éprouvés. Il en est de même pour la crise environnementale. Tout d'abord, parce qu'elles sont plus nombreuses à vivre dans la pauvreté et la précarité.

Sécurité menacée

Ensuite, en raison des rôles, des tâches qui leur sont attribuées et des discriminations auxquelles elles font face, les femmes et les filles sont davantage vulnérables aux effets de la crise environnementale. Elles sont 14 fois plus à risque de mourir que les hommes lors de catastrophes naturelles. Même dans la sécurité apparente de leur foyer, ces événements s'accompagnent d'une augmentation de la violence conjugale. En plus de cela, les femmes rapportent subir un stress mental important, puisqu'elles sont les principales dispensatrices de soins. Dans les cas où elles sont forcées de quitter leur foyer à cause d'événements climatiques, les femmes et les filles sont davantage à risque de subir des violences physiques et sexuelles.

Femmes au front

Les femmes autochtones subissent de plein fouet ces violences sexistes, mais également des violences dues à la colonisation. Bien qu'elles soient des pionnières dans les luttes pour la défense, la préservation et la protection de l'environnement, leur combat est souvent invisibilisé. La crise environnementale creuse les inégalités de genres. À cela s'ajoutent les inégalités fondées sur le revenu, l'appartenance ethno-culturelle, la santé physique et mentale, le pays d'origine, etc.

En quête...

de justice sociale et climatique!

- Intégrer une perspective féministe dans la lutte et l'adaptation à la crise environnementale;
- Augmenter la présence des femmes de toute origine au sein des instances décisionnelles;
- Entreprendre des actions pour respecter les recommandations du GIEC telles que protéger la biodiversité et limiter la hausse de température dans une perspective de justice sociale.

